

Malheureusement, on ne peut pas faire grand-chose à court terme pour augmenter le pouvoir d'achat

Une majorité de français réclament une augmentation de leur pouvoir d'achat ; le pouvoir d'achat du salaire par tête ne progresse plus que de 0,8% par an en moyenne depuis 5 ans, et cette progression est même devenue nulle depuis 2017 avec la hausse du prix du pétrole. Mais comment faire pour augmenter le pouvoir d'achat ? Malheureusement, les marges de manœuvre sont très limitées à court terme.

La première piste est celle de l'évolution des salaires dans les entreprises. Mais il n'y a pas en France d'anomalie dans le partage des revenus : le salaire réel par tête augmente depuis 20 ans légèrement plus vite que la productivité de travail. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Espagne, au Japon, comme le salaire augmente beaucoup moins que la productivité, il serait légitime et sans coût d'augmenter les salaires ; ce n'est pas le cas en France. Une augmentation plus rapide des salaires ferait reculer les profits et augmenter l'endettement, déjà en hausse des entreprises, surtout de celles soumises à la concurrence étrangère. De plus, la compétitivité-coût de la France est faible : le coût unitaire du travail est plus élevé qu'en Espagne de 20%, les parts de marché de la France reculent fortement. Au moins dans le secteur exposé à la concurrence étrangère, les hausses de salaires auraient des effets très négatifs sur la production.

La seconde piste consiste à se concentrer sur les plus bas salaires et à augmenter le SMIC ; compte tenu de la répercussion des hausses du SMIC sur les salaires supérieurs au SMIC (environ jusqu'à 1,5 SMIC), une hausse de 20% du SMIC correspond à la distribution de 20 milliards d'euros (par an). Puisque l'emploi peu qualifié a une forte sensibilité au coût du travail peu qualifié, cette hausse du SMIC devrait être compensée par un transfert de l'Etat aux entreprises de 20 milliards d'euros par an. Nous reviendrons plus loin sur la question du déficit public.

La troisième piste enfin est la baisse des impôts (baisse de la CSG par exemple) ou la hausse des transferts aux ménages ayant les revenus les plus faibles (hausse de la Prime d'Activité, par exemple). Dans tous les cas, comme dans celui d'une hausse du SMIC compensée par un transfert aux entreprises, la question posée est celle de la capacité en France à accroître le déficit public. Le déficit public devrait être voisin de 3% du Produit Intérieur Brut en 2019 : à quel niveau de déficit devient-il difficile à financer et conduit-il à une hausse importante des taux d'intérêt à long terme ?

On a observé cette hausse des taux d'intérêt en Italie (de 200 points de base) pour un déficit public annoncé de 2,4% du PIB en 2019, mais la France a une réputation plus solide sur les marchés financiers que l'Italie. Cependant, dès aujourd'hui, les investisseurs non-résidents sont vendeurs des obligations françaises, ce qui indique que la marge de manœuvre d'augmentation du déficit public en France avant qu'il n'entraîne la hausse des taux d'intérêt à long terme est probablement limitée.

L'impatience des salariés est grande en France. A long terme, l'amélioration des systèmes de formation professionnelle, d'éducation, d'apprentissage vont accroître les compétences de la population active et faciliter les hausses de salaires. Mais à court terme, que faire avec un partage des revenus qui n'a pas été défavorable aux salariés, les contraintes de compétitivité, la forte sensibilité de l'emploi peu qualifié à son coût, les marges de manœuvre budgétaires faibles ? Le plus raisonnable et efficace consiste probablement à utiliser ces marges de manœuvre budgétaires (1/2 point de PIB ?) pour accroître les plus bas revenus (hausse de la prime d'activité, du SMIC...).